



Frais de scolarité :

Le gouvernement Charest a-t-il l'intention de les dégeler davantage?

Québec, le 17 février 2009 – **La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), la Student Society of McGill University (SSMU) et le Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) croient que le gouvernement Charest doit annoncer dès maintenant s'il a l'intention de dégeler davantage les frais de scolarité des universitaires québécois pour l'année scolaire 2009-2010. Si tel devait être le cas, le gouvernement libéral devra s'attendre à une vive opposition de la part des étudiantes et des étudiants.**

Depuis quelques jours, le premier ministre, Jean Charest, et la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, laissent entendre sur toutes les tribunes que des hausses de « tarifs gouvernementaux » ainsi que des coupes dans les services publics sont envisagés à brève échéance pour faire face à la crise économique.

Mme Jérôme-Forget va même jusqu'à déterrer le rapport Montmarquette dans le cadre de sa « consultation » sur Internet. Or, ce rapport recommandait une hausse vertigineuse des droits de scolarité. « Nous ne voulons pas d'un coup fourré du premier ministre. Il ne peut se cacher derrière une consultation fantôme et il doit s'engager à ne pas hausser davantage les frais de scolarité », déclare Simon Bérubé, président de la CADEUL.

Conformément aux mandats adoptés dans leurs instances, les associations s'opposeront à une augmentation de la facture étudiante, et ce, d'autant plus que les étudiants subissent déjà les contrecoups du dégel des frais de scolarité de 30% sur cinq ans annoncé au printemps 2007. « Les hausses successives des frais institutionnels obligatoires subies entre 1994 et 2007 ont fait grimper les frais payés par les étudiants au rythme du coût de la vie. Depuis 2007, le coût des études a augmenté trois à quatre fois plus vite que l'inflation. Une hausse supplémentaire serait désastreuse pour l'accessibilité aux études des étudiants issus des familles des classes moyennes et modestes », affirme Christelle Lison, présidente du REMDUS.

En temps de crise économique, les personnes qui perdent leur emploi choisissent souvent d'aller acquérir une formation supplémentaire à l'université afin d'être mieux outillées pour le marché du travail. « Augmenter les frais de scolarité en temps de crise

économique revient à nuire aux individus qui subissent le plus durement les effets de cette crise, c'est tout simplement contre-productif », dénonce Devin Alfaro, vice-président aux affaires externes de SSMU.

Les étudiants pensent que le gouvernement Charest ferait grossièrement fausse route en croyant que la sortie de la crise économique passe obligatoirement par des mesures qui auront des impacts sur les plus pauvres et qui nuiraient à l'accessibilité aux études postsecondaires.

La CADEUL est l'association étudiante qui représente les 28 000 étudiants de premier cycle de l'Université Laval.

SSMU est l'association étudiante qui représente les 20 000 étudiants de premier cycle de l'Université McGill.

Le REMDUS est le regroupement qui représente les 5400 étudiants inscrits aux cycles supérieurs de l'Université de Sherbrooke.